

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/OMN/6/Add.1

26 septembre 1997

(97-4001)

**Groupe de travail de l'accession
du Sultanat d'Oman**

Original: anglais

ACCESSION DU SULTANAT D'OMAN

Questions et réponses supplémentaires concernant l'Aide-mémoire sur le régime du commerce extérieur

Addendum

Le Ministère du commerce et de l'industrie du Sultanat d'Oman a fait parvenir au Secrétariat les réponses additionnelles aux questions présentées après la réunion tenue par le Groupe de travail le 30 avril 1997, en demandant qu'elles soient distribuées aux membres du Groupe de travail. Les questions et les réponses sont reproduites ci-après.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>	<u>Questions</u>
II. ECONOMIE, POLITIQUES ECONOMIQUES ET COMMERCE EXTERIEUR		
2. Politiques économiques		
a) Grandes orientations	1	82-84
d) Politiques en matière d'investissement étranger et intérieur	2	85-90
6. Croissance du commerce des marchandises et des services non facteurs	4	91
III. CADRE POUR L'ELABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES		
1. Attributions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire	5	92-93
6. Description des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux et administratifs	5	94
IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES		
1. Réglementation des importations		
a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation	6	95-96
b) Caractéristiques du tarif national	7	97-101
c) Contingents tarifaires, exemptions de droits	8	102
d) Autres droits et impositions	8	103-104
e) Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences	9	105-114
h) Evaluation en douane	11	115-117
k) Application de taxes intérieures aux importations	12	118
m-o) Régime des droits antidumping, des droits compensateurs et des sauvegardes	13	119-122
2. Réglementation des exportations		
a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'exportation	14	123-124
c) Restrictions quantitatives à l'exportation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences	15	125-126
f) Politique de financement, de subventionnement et de promotion des exportations	15	127-130
3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises		
a) Politique industrielle, y compris politiques en matière de subventions	17	131-135
b) Règlements techniques et normes, y compris mesures prises à la frontière à l'égard des importations	18	136-140
c) Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris les mesures prises à l'égard des importations	20	141-142
e) Pratiques en matière de commerce d'Etat	21	143-149

	<u>Page</u>	<u>Questions</u>
4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles	23	150-152
V. REGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE		
1. Généralités	24	153-156
2. Normes fondamentales de protection		
a) Droit d'auteur et droits connexes	25	157-160
b) Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de services	26	161-163
c) Indications géographiques, y compris appellations d'origine	27	164
e) Brevets	27	165-169
f) Protection des variétés végétales	28	170
g) Schémas de configuration de circuits intégrés	28	171
h) Prescriptions concernant les renseignements non divulgués, y compris les secrets de fabrication et les résultats d'essais	29	172
3. Mesures visant à empêcher l'usage abusif de droits de propriété intellectuelle	29	173-174
4. Moyens de faire respecter les droits	30	175-177
VI. REGIME COMMERCIAL DES SERVICES		
1. Généralités	30	178-187
2. Politiques affectant le commerce des services		
c) Qualifications requises et procédures de qualification	32	188
d) Monopoles ou fournisseurs exclusifs de services	33	189
h) Marchés publics	33	190
i) Aides, primes, subventions, incitations fiscales ou programmes de promotion	33	191
3. Accès au marché et traitement national		
c) Limitations concernant le nombre total d'opérations de service ou la quantité totale de services produits	34	192
d) Limitations concernant le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de services particulier	34	193
f) Limitations concernant la participation de capital étranger	34	194-197
g) Mesures prévoyant moins que le traitement national	36	198-199
VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS		
2. Accords d'intégration économique, d'union douanière et de libre-échange	36	200
Annexe 6 - Renseignements relatifs au commerce d'Etat	37	-

II. ECONOMIE, POLITIQUES ECONOMIQUES ET COMMERCE EXTERIEUR

2. Politiques économiques

a) Grandes orientations

Contrôle des prix

Question 82

Selon la réponse à la question 16 du document WT/ACC/OMN/5, le gouvernement omanais fixe le prix du pétrole, de l'électricité, de l'eau et des télécommunications. Veuillez expliquer en détail comment le contrôle des prix fonctionne pour ces produits. Le prix est-il le même pour tous les consommateurs? Y a-t-il un barème selon le type de consommateur? Dans l'affirmative, veuillez en remettre un exemplaire au Groupe de travail pour examen.

Réponse

Le prix du pétrole est identique pour tous les consommateurs.

Il en est de même pour le tarif des télécommunications, qui est fixé par l'Organisation générale des télécommunications dans des conditions de monopole. Ce tarif est conforme aux recommandations de l'UIT et tient compte de l'évolution des coûts. Il a baissé à trois reprises depuis 1980.

Les prix de l'électricité et de l'eau à usage domestique sont inférieurs aux prix facturés aux utilisateurs industriels et commerciaux. Ils s'établissent comme suit:

Electricité

Usages domestiques: 10 à 30 baizas par kWh selon la consommation mensuelle

Usages industriels et commerciaux: 1) Mois d'été (mai-août): 24 baizas par kWh
2) Mois d'hiver (septembre-avril): 12 baizas par kWh

Eau

Usages domestiques: 2 baizas par gallon

Usages industriels et commerciaux: 3 baizas par gallon

Question 83

Dans sa réponse à la question 16 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman déclare que le gouvernement fixe le prix du pétrole, de l'électricité, de l'eau et des télécommunications dans l'intérêt des usagers, afin de leur offrir ces services à un prix raisonnable. Qu'entend-on par "prix raisonnable"? Ce prix est-il supérieur ou inférieur aux prix internationaux? Est-il identique pour les particuliers et les entreprises? Veuillez donner des détails.

Réponse

Le pétrole et les communications sont taxés; leur prix est supérieur aux prix internationaux. L'eau et l'électricité sont subventionnées.

Voir aussi la réponse à la question 82 ci-dessus.

Question 84

Le prix fixé pour le pétrole, l'électricité, l'eau et les télécommunications est-il un prix minimum ou maximum? Est-il identique pour les usages industriels et les usages domestiques?

Réponse

Voir la réponse à la question 82 ci-dessus.

d) Politiques en matière d'investissement étranger et intérieur

Question 85

Nous souhaiterions des éclaircissements sur les réponses relatives aux limites en matière de participation étrangère. Il semble que les conditions imposées dans ce domaine diffèrent selon que la législation applicable est la Loi sur l'investissement étranger ou le Décret royal n° 42/96 sur les politiques et contrôles en matière de privatisation. Veuillez expliquer. Dans la réponse à la question 30 du document WT/ACC/OMN/5, il est dit que l'investissement étranger n'est interdit ou limité dans aucun secteur, mais au paragraphe 188 de l'Aide-mémoire (WT/ACC/OMN/2), il est dit que les cabinets étrangers de comptabilité et d'audit doivent avoir une participation omanaise au moins égale à 35 pour cent. Veuillez expliquer. Il semble que les conditions en matière d'investissement étranger soient souvent fixées au cas par cas. En est-il effectivement ainsi?

Réponse

Pour la première partie de la question, voir la réponse à la question 10 du document WT/ACC/OMN/5, qui est suffisamment explicite.

La réponse à la question 30 et le paragraphe 188 ne sont pas contradictoires. Dans le cas des cabinets de comptabilité et d'audit, l'investissement étranger n'est pas interdit. Il y a seulement une limite à la participation étrangère. Alors qu'en vertu de la Loi sur l'investissement étranger, la participation étrangère est généralement limitée à 49 pour cent, dans le cas des cabinets de comptabilité et d'audit, elle est limitée à 65 pour cent (ce qui constitue un traitement plus libéral).

Nous ne sommes pas d'accord sur ce qui est dit dans la dernière partie de la question. L'investissement étranger est admis conformément à la Loi sur l'investissement étranger, qui est publiée et dont quiconque peut se procurer des exemplaires.

Question 86

Veuillez expliquer plus clairement le régime des incitations à l'investissement. Le paragraphe 7 de la réponse à la question 22 du document WT/ACC/OMN/5 n'indique pas les seuils de participation étrangère qui donnent droit à une exonération de l'impôt sur le revenu. Par ailleurs, la réponse à la question 21 parle de "faible taux d'imposition", alors que le paragraphe 7 de la réponse à la question 22 parle d'"exonération" et que la réponse à la question 158 du même document et le paragraphe 110 de l'Aide-mémoire (WT/ACC/OMN/2) n'indiquent aucune exonération d'impôt parmi les incitations à l'investissement. En outre, la réponse à la question 31 indique qu'il n'y a pas d'exonération fiscale dans le secteur pétrochimique, ce qui semble en contradiction avec la réponse à la question 22.

Réponse

Le régime de l'impôt sur les bénéfices est expliqué dans la réponse à la question 125 du document WT/ACC/OMN/5. Comme il est dit dans la réponse à la question 22 du même document, les projets d'investissement étranger bénéficient, conformément à la Loi sur l'investissement étranger, d'une exonération de l'impôt sur le revenu pendant cinq ans, qui peut être reconduite de cinq années supplémentaires. Les coentreprises dans le secteur pétrochimique bénéficient de la même exonération. La réponse à la question 31 ne contredit pas la réponse à la question 22, elle explique que les sociétés de pétrochimie ne jouissent pas d'une exonération fiscale plus favorable que l'exonération de cinq (ou dix) ans.

Après la période d'exonération, une société par actions dont 51 pour cent au moins du capital sont omanais et dont 40 pour cent au moins des actions ont été offertes au public est considérée comme une société entièrement omanaise aux fins de l'impôt sur les bénéfices. Le capital souscrit par les filiales des sociétés étrangères enregistrées en Oman est également considéré comme capital omanais. Le taux maximum de l'impôt sur les bénéfices de ces sociétés est de 7,5 pour cent.

Question 87

Les investisseurs nationaux ont-ils un accès préférentiel à des services, moyens de financement ou autres mécanismes conçus pour que 51 pour cent du capital de la société privatisée reste omanais?

Réponse

Non, les investisseurs nationaux n'ont aucun accès préférentiel à des services, moyens de financement ou autres mécanismes. Les investisseurs étrangers et nationaux sont traités sur un pied d'égalité.

Question 88

Au paragraphe 3 de la réponse à la question 22 du document WT/ACC/OMN/5, il est dit que les projets d'investissement sont exemptés des droits de douane sur les importations de machines, matériel, et matières premières nécessaires à la production. Quels sont les projets qui remplissent les critères requis pour être considérés comme des projets d'investissement?

Réponse

Tous les projets approuvés en vertu de la Loi sur l'investissement étranger (voir le paragraphe 35 du document WT/ACC/OMN/2).

Question 89

Le paragraphe 6 de la même réponse mentionne l'octroi de prêts sans intérêt de l'Etat et l'accès à des prêts bonifiés à certaines conditions. L'Oman peut-il indiquer ces conditions? Y a-t-il une discrimination à l'égard des investisseurs étrangers?

Réponse

Il n'y a plus de prêts sans intérêt de l'Etat. Selon le nouveau décret sur l'assistance financière au secteur privé dans les activités économiques et de service, l'Etat offrira des prêts avec intérêt. Voici les conditions à remplir pour bénéficier d'un prêt à des conditions libérales:

- le projet doit concerner l'industrie, le tourisme, l'agriculture, la pêche, la santé, l'éducation ou l'artisanat;
- il doit employer au moins 35 pour cent de ressortissants omanais;
- le prêt est limité à l'équivalent de 150 pour cent des fonds propres pour les projets dans le gouvernorat de Mascate et de 250 pour cent des fonds propres pour les projets extérieurs au gouvernorat;
- le montant maximum du prêt est de 500 000 rials omani, sauf pour les sociétés par actions qui ont offert au moins 40 pour cent de leur capital au public, auquel cas il est de 5 millions de rials omani.

Il n'y a pas de discrimination à l'égard des investisseurs étrangers tant que la participation étrangère n'excède pas 49 pour cent.

Question 90

A propos du paragraphe 35 de l'Aide-mémoire, pourquoi limiter à 49 pour cent la participation étrangère dans une société dont le capital est égal ou supérieur à 390 000 dollars? Quelle est la limite dans le cas d'une société dont le capital est inférieur à 390 000 dollars? Quels sont les critères à satisfaire pour obtenir l'approbation du Conseil des ministres sur la recommandation du Comité des investissements étrangers ou du Ministre du commerce et de l'industrie pour une participation étrangère de 100 pour cent?

Réponse

La participation étrangère est la bienvenue pour les projets de moyenne et grande ampleur, c'est-à-dire ceux dont le montant est égal ou supérieur à 390 000 dollars. Les petits projets peuvent être mis en oeuvre par des investisseurs omanais. Quant à la limite touchant la participation étrangère, elle repose sur l'idée que les investisseurs omanais doivent participer comme il convient au développement de l'économie nationale.

L'investissement étranger n'est pas autorisé lorsque le capital de la société est inférieur à 390 000 dollars, sauf pour les cabinets de consultants.

Les critères exigés pour obtenir l'approbation d'une participation étrangère de 100 pour cent sont les suivants: i) le capital doit être égal ou supérieur à 1,3 million de dollars; ii) l'entreprise doit contribuer au développement de l'économie nationale; et iii) elle doit être approuvée par le Cabinet.

6. Croissance du commerce des marchandises et des services non facteurs

Question 91

Veuillez définir les "services non facteurs".

Réponse

Les services non facteurs sont les services de transport de marchandises et de passagers et les autres services de transport, les voyages et les transactions courantes non déclarées séparément (c'est-à-dire non classées comme marchandise). Ils incluent les transactions entre les non-résidents et les organismes gouvernementaux et leur personnel à l'étranger.

III. CADRE POUR L'ELABORATION ET L' APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTERIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES

1. Attributions des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire

Question 92

Veillez décrire succinctement le fonctionnement du Tribunal de commerce créé récemment, en indiquant ses pouvoirs.

Réponse

Le Tribunal de commerce créé récemment est compétent en matière de différends commerciaux entre des entités du secteur privé, des administrations ou autorités ou des établissements généraux. Il l'est aussi en matière d'appel de jugements relatifs à des différends fiscaux, prononcés conformément à la Loi sur les bénéfices des sociétés, et de conflits du travail dont il est saisi par le Département du travail.

Il se composera d'un président et de plusieurs juges nommés par décret royal.

Il comprendra des chambres de première instance et une chambre d'appel chargée de statuer sur les appels interjetés contre les décisions de première instance.

Sa procédure est analogue à celle de l'organe auquel il succède, l'Office de règlement des différends commerciaux. Elle est exposée dans la réponse à la question 46 du document WT/ACC/OMN/5.

Question 93

La Charia, mentionnée au paragraphe 52 de l'Aide-mémoire (WT/ACC/OMN/2), limite-t-elle le commerce des services? Dans l'affirmative, veuillez expliquer et donner des exemples représentatifs.

Réponse

La Charia ne limite pas le commerce des services, sauf lorsqu'il s'agit de protéger la moralité publique (conformément au paragraphe a) de l'article XIV de l'AGCS).

6. Description des tribunaux ou procédures judiciaires, arbitraux et administratifs

Question 94

L'Oman ne semble pas avoir de système établi permettant de contester et de réexaminer les décisions administratives, par exemple sous la forme de révision par des tribunaux indépendants. Est-il prévu de mettre en place de tels processus de réexamen?

Réponse

Le Tribunal de commerce qui vient d'être créé offre un mécanisme de réexamen indépendant des décisions administratives.

Ses fonctions sont décrites dans la réponse à la question 92 ci-dessus.

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Réglementation des importations

a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation

Question 95

Une société inscrite au Registre du commerce peut exercer des activités d'importation et distribuer des produits importés en Oman si ces activités sont inscrites dans ses statuts. Quelles sont les conditions à remplir pour que ces activités puissent être inscrites dans les statuts? Sont-elles identiques pour les sociétés à capitaux entièrement omanais et les autres?

Réponse

Les statuts doivent être rédigés conformément à la Loi sur les sociétés. Il suffit d'y indiquer que la société exercera des activités d'importation et de distribution de produits importés. Les conditions sont identiques pour toutes les sociétés enregistrées selon le droit omanais.

Question 96

Selon les réponses aux questions 53 à 59 du document WT/ACC/OMN/5, la Loi sur les sociétés interdit aux sociétés étrangères, sauf dans certaines circonstances, et à tous les particuliers étrangers d'exercer des activités d'importation, d'exportation et de distribution de produits importés. Le paragraphe 4 de l'article III du GATT dispose que les produits importés ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes les lois, réglementations ou prescriptions affectant leur vente sur le marché intérieur. Des dispositions relatives aux bureaux de représentation analogues à celles de la Loi omanaise ont été jugées incompatibles avec l'article III:4 dans les rapports de groupes spéciaux du GATT intitulés "Etats-Unis - Mesures affectant les boissons alcooliques et les boissons à base de malt" (DS23R, adopté le 19 juin 1992, S39/233, 315-316) et "Canada - Administration de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger" (L/5504, adopté le 7 février 1984, S30/147, 176-177). L'Oman devra, avant d'accéder à l'OMC, modifier sa Loi sur les sociétés pour la mettre en conformité avec les dispositions de l'article III du GATT relatives au traitement national.

Réponse

Nous ne partageons pas l'opinion selon laquelle les dispositions sur les bureaux de représentation sont incompatibles avec les dispositions de l'article III du GATT. La loi n'établit aucune discrimination entre produits importés et produits nationaux. Elle n'oblige pas un fournisseur étranger à nommer un agent commercial en Oman. Elle dispose seulement que, si un fournisseur étranger nomme un agent en Oman, cet agent doit être un ressortissant omanais ou une société appartenant pour au moins 51 pour cent à des Omanais, et qu'un fournisseur peut nommer plusieurs agents. Même si un ou plusieurs agents sont nommés, d'autres importateurs (non agents) peuvent importer les mêmes produits. Nous ne voyons là aucune contradiction avec les dispositions de l'article III du GATT.

b) Caractéristiques du tarif national

Question 97

L'Oman utilise deux systèmes de classification différents à des fins statistiques et douanières. Il n'utilise pas encore le système harmonisé (SH) à des fins de classification douanière en raison de difficultés administratives et logistiques. Veuillez décrire ces difficultés. Nous sommes sensibles à l'engagement pris par l'Oman d'appliquer le SH96 avant d'accéder à l'OMC. L'Oman devra fournir au Groupe de travail des données commerciales ventilées selon ce système.

Réponse

Les difficultés administratives et logistiques sont le manque de formation du personnel douanier pour l'application du SH et l'absence de réseau informatisé dans les bureaux et les postes de douane.

Question 98

Nous accueillons avec satisfaction l'engagement pris par l'Oman d'appliquer intégralement le SH à des fins douanières avant son accession et souhaiterions connaître le calendrier établi à cet effet.

Réponse

L'Oman espère pouvoir appliquer le SH en 1998.

Question 99

Au sujet de la réponse à la question 61 du document WT/ACC/OMN/5, quel est le calendrier envisagé pour l'adoption du SH actuel à des fins de classification douanière?

Réponse

Voir la réponse à la question 98.

Question 100

Au sujet des réponses aux questions 66 et 167 du document WT/ACC/OMN/5, la Loi sur l'organisation et la promotion de l'industrie autorise le gouvernement à relever les droits de douane sur les marchandises importées qui sont similaires à des marchandises produites localement. Cette loi sera-t-elle modifiée au moment de l'accession pour tenir compte des consolidations tarifaires?

Réponse

Le Sultanat d'Oman s'engage à respecter ses obligations concernant les consolidations tarifaires et prendra les mesures nécessaires à cette fin.

Question 101

Nous constatons que la Loi sur l'organisation et la promotion de l'industrie contient une disposition (paragraphe 4 de l'article 19) qui autorise le gouvernement à relever les droits de douane sur les marchandises importées qui sont similaires à des marchandises produites localement, ou à interdire ou limiter leur importation, mais que cette disposition n'a pas été appliquée au cours

des 15 dernières années. L'Oman entend-il la conserver? Est-elle conçue pour s'appliquer comme une mesure de sauvegarde?

Réponse

Cette disposition n'est pas conçue pour s'appliquer comme une mesure de sauvegarde. Du fait de son accession, l'Oman s'abstiendra de toute mesure contraire aux Accords de l'OMC. Il prendra, le cas échéant, des mesures de sauvegarde conformément à l'Accord sur les sauvegardes et élaborera à cette fin une législation conforme aux règles de l'OMC.

c) Contingents tarifaires, exemptions de droits

Question 102

Veuillez donner la liste et le volume des produits agricoles importés qui ont été exemptés de droits en 1995 et 1996 car ils étaient importés pour les besoins de l'Etat. L'Oman compte-t-il maintenir cette exemption après son accession?

Réponse

Aucun produit agricole n'a été importé pour les besoins de l'Etat en 1995 et 1996. Il se peut que l'exemption soit maintenue. Quoi qu'il en soit, l'Oman respectera ses engagements en matière de consolidation.

d) Autres droits et impositions

Question 103

Selon la réponse à la question 82 du document WT/ACC/OMN/5, la Société des services portuaires évalue les redevances pour les frais de manutention à quai et d'entreposage, les surestaries et les heures supplémentaires. La Société des services portuaires est une entreprise commerciale dans laquelle l'Etat a une participation de 35 pour cent. Jouit-elle d'un droit exclusif quant à la prestation des services de manutention à quai, d'entreposage et de magasinage pour tous les produits importés?

Réponse

La Société des services portuaires fournit des services dans le cadre d'un contrat avec l'administration portuaire. C'est la seule société à offrir des services de manutention, d'entreposage et de magasinage pour tous les produits importés. Comme le port est assez petit, il ne serait pas rentable de faire travailler un plus grand nombre de prestataires. Rien n'interdit toutefois à d'autres sociétés de fournir ces services, à condition qu'elles concluent un contrat avec l'administration portuaire.

Question 104

Le gouvernement omanais doit s'engager à ce que les opérations de dédouanement accomplies pour son compte par des entreprises privées telles que la Société des services portuaires soient conformes aux Accords pertinents de l'OMC, notamment l'article VIII du GATT, l'Accord sur l'inspection avant expédition et l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VII du GATT de 1994.

Réponse

La Société des services portuaires n'accomplit aucune opération de dédouanement. Elle n'offre que des services de chargement, déchargement et entreposage. Elle ne s'occupe pas de l'évaluation en douane ni de l'inspection avant expédition.

Les redevances qu'elle perçoit pour ses services sont conformes à l'article VIII du GATT, comme l'indique la réponse à la question 82 du document WT/ACC/OMN/5.

- e) Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

Question 105

Selon l'annexe 7 de l'Aide-mémoire, l'Oman interdit ou restreint l'importation des postes émetteurs-récepteurs et des postes de TSF, ainsi que l'importation des marguerites. Or, l'article XI du GATT dispose qu'il ne peut y avoir de prohibitions ni de restrictions à l'importation d'un produit originaire du territoire d'un autre Membre de l'OMC. Pour quelle raison, au regard du GATT, l'importation de marguerites est-elle interdite ou restreinte?

Réponse

L'importation de postes émetteurs-récepteurs et de postes de TSF n'est pas interdite, elle est soumise à l'autorisation du Ministère des postes, télégraphes et téléphones, afin que le matériel importé corresponde aux normes et spécifications du système omanais de télécommunications.

L'importation de marguerites est interdite pour des raisons de santé, car il s'agit d'une plante servant à la fabrication de stupéfiants.

Question 106

En réponse à la question 87 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman a déclaré que l'article XX ne pouvait être invoqué que si d'autres mesures moins restrictives pour le commerce et compatibles avec les dispositions de l'article III relatives au traitement national ne pouvaient être appliquées. La production intérieure des produits concernés est-elle également interdite ou restreinte?

Réponse

Oui.

Question 107

En réponse à la question 167 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman a déclaré qu'une disposition de la Loi sur l'organisation et la promotion de l'industrie autorisait le gouvernement à relever les droits de douane sur les marchandises importées qui étaient "similaires à des marchandises produites localement". Cette disposition sera-t-elle supprimée lors de l'accession de l'Oman?

Réponse

Lors de son accession, l'Oman respectera intégralement les obligations énoncées dans les Accords de l'OMC et ne prendra aucune mesure incompatible avec les règles de l'OMC.

Question 108

Nous voudrions des précisions sur l'interdiction intermittente des importations de fruits et légumes et sur leur justification au regard de l'OMC.

Réponse

L'importation de certains fruits et légumes est interdite certaines années, lorsqu'il y a une surproduction nationale. Le but est de protéger les producteurs nationaux.

Question 109

Selon la réponse à la question 93 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman interdit l'importation de certains fruits et légumes en cas de surproduction. S'engagera-t-il à ne pas imposer à nouveau des restrictions concernant ces importations, sauf si elles sont conformes aux dispositions applicables des Accords de l'OMC (concernant les sauvegardes, les mesures antidumping ou l'équilibre de la balance des paiements)?

Réponse

L'Oman confirme qu'il ne restreindra pas l'importation de fruits et légumes sauf conformément aux dispositions des Accords de l'OMC.

Question 110

En réponse aux questions 93 et 94 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman a déclaré que l'importation de certains fruits et légumes pouvait être interdite certaines années en cas de surproduction. Comme l'interdiction d'importer est contraire aux règles de l'OMC, l'Oman supprimera-t-il cette interdiction avant d'accéder à l'OMC?

Réponse

Voir la réponse à la question 109.

Question 111

L'Oman a déclaré que, lors de son accession, les contingents saisonniers seraient remplacés par des droits. A-t-il une idée du taux de droit qui sera appliqué pour le lait et les oeufs?

Réponse

Les taux de droit seront fixés à l'issue des négociations sur l'accès au marché. L'offre initiale de l'Oman donne une indication des niveaux envisagés.

Question 112

Selon les paragraphes 76 à 79 de l'Aide-mémoire, les importations de lait frais et de lait de longue conservation sont limitées à un contingent annuel fixé chaque année par le Ministère de l'agriculture et de la pêche, et les importations d'oeufs font l'objet d'un contingent saisonnier (de juin à septembre). Or, dans sa réponse à la question 93 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman indique que "... les contingents d'importation pour les oeufs et le lait ne sont fixés que pour certains mois de l'année", de sorte qu'on ne sait pas si le lait est soumis à des contingents annuels ou saisonniers. L'Oman pourrait-il donc confirmer que les contingents d'importation pour le lait frais et le lait de longue conservation sont annuels, comme l'indiquait initialement le paragraphe 77 de l'Aide-mémoire?

Réponse

Les contingents d'importation sont saisonniers pour les oeufs et annuels pour le lait. De toute façon, ils seront remplacés par des droits de douane lors de l'accession de l'Oman.

Question 113

Nous accueillons avec satisfaction l'engagement pris par l'Oman, en réponse aux questions 96 et 100 du document WT/ACC/OMN/5, de supprimer les contingents saisonniers de lait et d'oeufs lors de son accession. Dans la réponse à la question 93 du même document, il est dit que les contingents de lait et d'oeufs sont répartis sur la base des résultats antérieurs. Comment les nouveaux venus y ont-ils accès? Veuillez préciser ce qu'il faut entendre par "résultats antérieurs".

Réponse

Les résultats antérieurs sont les quantités importées les années précédentes par les différents importateurs pour lesquels des données sont disponibles. Les contingents de l'année sont répartis proportionnellement aux importations de l'année précédente. Aucune disposition n'est prévue pour les nouveaux venus. Toutefois, l'Oman remplacera ses contingents par des droits lors de son accession.

Question 114

Nous accueillons avec satisfaction l'engagement pris par l'Oman, en réponse à la question 105 du document WT/ACC/OMN/5, de supprimer l'interdiction d'importer des produits pétroliers. L'Oman s'engagera-t-il à la supprimer avant d'accéder à l'OMC?

Réponse

L'Oman fera ce qui est nécessaire pour remplir ses obligations au titre de l'OMC.

h) Evaluation en douane

Question 115

L'engagement pris par l'Oman de remédier à l'absence de loi sur l'évaluation en douane est accueilli avec satisfaction. Nous attendons avec intérêt des informations sur les problèmes particuliers qui se posent, les mesures prises pour respecter les prescriptions de l'Accord sur l'évaluation en douane et les dates envisagées pour sa mise en oeuvre intégrale.

Réponse

Les informations sur la mise en oeuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane figurent dans le document sur les périodes transitoires proposées, distribué aux membres du Groupe de travail sous la cote WT/ACC/SPEC/OMN/1.

Question 116

En complément des réponses aux questions 113 et 117 du document WT/ACC/OMN/5, veuillez indiquer chacune des mesures législatives et administratives qui seront nécessaires pour mettre le système d'évaluation en douane en conformité avec les prescriptions de l'OMC et fournir un calendrier de mise en conformité.

Réponse

Voir la réponse à la question 115.

Question 117

Nous considérons que l'application intégrale de l'Accord sur l'évaluation en douane fait partie intégrante du Protocole d'accession. Nous sommes préoccupés par les réponses aux questions 113 et 114 du document WT/ACC/OMN/5, selon lesquelles l'Oman ne sera pas en mesure d'appliquer intégralement cet accord lors de son accession à l'OMC. Il devrait décrire en détail où en est le processus et établir un calendrier pour l'adoption de la loi pertinente et des textes d'application.

Réponse

L'Oman s'engage à appliquer l'Accord sur l'évaluation en douane. Toutefois, pour les raisons exposées dans le document sur les périodes transitoires proposées (WT/ACC/SPEC/OMN/1), il ne pourra le faire qu'à compter de la date de son accession. Il aura besoin d'une période transitoire d'au moins cinq ans.

k) Application de taxes intérieures aux importations

Question 118

En ce qui concerne la réponse à la question 125 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman reconnaît-il que les taux préférentiels d'impôt sur les bénéfices dont jouissent les sociétés omanaises constituent une subvention spécifique aux marchandises produites par ces sociétés? Veuillez résumer les règles particulières énoncées dans les accords de concession en matière d'exploration et de production pétrolières.

Réponse

Nous ne considérons pas les taux préférentiels d'impôt sur les bénéfices dont jouissent les sociétés omanaises comme une subvention au sens du paragraphe e) de la Liste exemplative des subventions à l'exportation, car ces taux ne sont pas accordés "spécifiquement au titre [des] exportations".

m-o) Régime des droits antidumping, des droits compensateurs et des sauvegardes

Question 119

Nous accueillons favorablement l'offre faite par l'Oman (en réponse à la question 134 du document WT/ACC/OMN/5) de soumettre ses projets de loi à l'OMC avant de les promulguer. Quel est le calendrier d'élaboration de ces textes?

Réponse

Ces textes seront élaborés après l'accession. Nous comprenons qu'en qualité de Membre de l'OMC, l'Oman ne pourra appliquer des mesures antidumping, des droits compensateurs ou des sauvegardes que conformément aux dispositions des Accords pertinents.

Question 120

Nous constatons que l'Oman n'a pas de législation sur les droits antidumping, les droits compensateurs ou les mesures de sauvegarde. Pourrait-il donner l'assurance qu'aucune mesure de ce type ne sera prise avant l'entrée en vigueur d'une telle législation?

Réponse

L'Oman assure le Groupe de travail qu'il n'appliquera de mesures antidumping, de droits compensateurs ou de sauvegardes que dans le cadre d'une législation qui sera conforme aux Accords pertinents de l'OMC.

Question 121

Selon la réponse à la question 134 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman n'adoptera pas de lois sur les mesures antidumping, les droits compensateurs ou les sauvegardes avant son accession. Le gouvernement s'engage-t-il à ne pas imposer de telles mesures tant qu'une législation conforme aux règles de l'OMC n'aura pas été promulguée et notifiée en bonne et due forme aux comités compétents de l'OMC?

Réponse

Oui.

Question 122

Nous constatons que la Loi sur l'organisation et la promotion de l'industrie contient une disposition (paragraphe 4 de l'article 19) autorisant le gouvernement à relever les droits de douane sur les marchandises importées qui sont similaires à des marchandises produites localement, ou à interdire ou limiter leur importation, mais que cette disposition n'a pas été appliquée au cours des 15 dernières années. L'Oman entend-il conserver cette disposition?

Réponse

L'Oman n'appliquera pas cette loi ni aucune autre, sauf conformément aux règles de l'OMC. Il se conformera strictement à ses obligations après avoir accédé à l'OMC.

2. Réglementation des exportations

a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'exportation

Question 123

Selon les réponses aux questions 53 à 59 du document WT/ACC/OMN/5, la Loi sur les sociétés interdit aux sociétés étrangères, sauf dans certaines circonstances, et à tous les particuliers étrangers d'exercer des activités d'importation, d'exportation et de distribution de produits importés. Le paragraphe 4 de l'article III du GATT dispose que les produits importés ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, réglementations ou prescriptions affectant leur vente sur le marché intérieur. Des dispositions relatives aux bureaux de représentation analogues à celles de la Loi omanaise ont été jugées incompatibles avec l'article III:4 dans les rapports de groupes spéciaux du GATT intitulés "Etats-Unis - Mesures affectant les boissons alcooliques et les boissons à base de malt" (DS23R, adopté le 19 juin 1992, S39/233, 315-316) et "Canada - Administration de la Loi sur l'examen de l'investissement étranger" (L/5504, adopté le 7 février 1984, S30/147, 176-177). L'Oman devra, avant d'accéder à l'OMC, modifier sa Loi sur les sociétés pour la mettre en conformité avec les dispositions relatives au traitement national de l'article III du GATT.

Réponse

Nous ne partageons pas l'opinion selon laquelle les dispositions relatives aux bureaux de représentation sont incompatibles avec les dispositions de l'article III du GATT. La loi n'établit aucune discrimination entre produits importés et produits nationaux. Elle n'oblige pas un fournisseur étranger à nommer un agent commercial en Oman. Elle dispose seulement que, si un fournisseur étranger nomme un agent en Oman, cet agent doit être un ressortissant omanais ou une société appartenant pour au moins 51 pour cent à des Omanais, et qu'un fournisseur peut nommer plusieurs agents. Même si un ou plusieurs agents sont nommés, d'autres importateurs (non agents) peuvent importer les mêmes produits. Nous ne voyons là aucune contradiction avec les dispositions de l'article III du GATT.

Quoi qu'il en soit, la Loi ne s'applique qu'aux importations et non aux exportations.

Question 124

Selon la réponse à la question 144 du document WT/ACC/OMN/5, seules les sociétés omanaises agréées peuvent exporter du poisson. L'exportation de poisson est-elle régie par d'autres lois ou réglementations que la Loi sur les bureaux de représentation? Dans l'affirmative, veuillez indiquer en détail les prescriptions imposées et remettre une traduction des dispositions applicables au Secrétariat de l'OMC pour que le Groupe de travail puisse l'examiner.

Réponse

L'exportation de poisson n'est régie par aucune loi ni réglementation spécifique. La Loi sur les bureaux de représentation ne s'applique pas aux exportations.

- c) Restrictions quantitatives à l'exportation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences

Question 125

Selon la réponse à la question 142 du document WT/ACC/OMN/5, il faut obtenir une autorisation du Ministère de l'agriculture et de la pêche avant de pouvoir exporter des plants de dattiers parce que le gouvernement veut préserver les espèces et variétés locales. L'Oman restreint aussi l'exportation de homards, ormeaux et requins durant les périodes de reproduction pour éviter la surexploitation. L'article XI du GATT dispose qu'aucune prohibition ni restriction autre que des droits, taxes ou autres impositions ne sera instituée à l'exportation ou à la vente pour l'exportation d'un produit destiné au territoire d'un autre Membre, que l'application en soit faite au moyen de contingents ou de licences d'exportation. Nous lisons, dans la réponse à la question 245 du document WT/ACC/OMN/5, que l'Oman est disposé à éliminer ou à modifier ces restrictions à compter de la date de son accession si les prescriptions de l'OMC l'exigent. La préservation d'espèces et de variétés locales de dattiers ne semble pas justifier le non-respect de l'article XI du GATT. Comment l'Oman compte-t-il supprimer avant son accession l'obligation de licence pour l'exportation des plants de dattier?

Réponse

Les restrictions à l'exportation des plants de dattier visent à préserver et à conserver les espèces et variétés omanaises. Elles ne peuvent être considérées comme incompatibles avec aucun article du GATT ou d'un Accord de l'OMC.

Question 126

Y a-t-il une pénurie critique de homards, d'ormeaux ou de requins dans les eaux omanaises? Toute pêche est-elle interdite pour ces espèces durant la saison de reproduction, ou l'interdiction ne s'applique-t-elle qu'à la pêche destinée à l'exportation?

Réponse

Il y a une pénurie critique de homards, d'ormeaux et de requins dans les eaux omanaises et un risque de surexploitation.

Toute pêche est interdite durant la période prohibée. L'interdiction s'applique à toute pêche et pas seulement à la pêche d'exportation.

- f) Politique de financement, de subventionnement et de promotion des exportations

Question 127

L'Oman a déclaré, en réponse à la question 13, que des institutions financées par l'Etat accordaient des prêts pour des projets industriels tournés vers l'exportation. Veuillez indiquer quelles sont les institutions en question et préciser les conditions auxquelles les prêts sont accordés.

Réponse

Ni la question 13 du document WT/ACC/OMN/5 ni la question 13 du document WT/ACC/OMN/6 ne parlent de prêts pour des projets industriels. Nous souhaitons des éclaircissements sur la question.

Question 128

L'assurance crédit à l'exportation (mentionnée en réponse à la question 150 du document WT/ACC/OMN/5) est-elle offerte à des taux inférieurs à ceux du marché?

Réponse

Les taux de l'assurance crédit à l'exportation offerte par le Service de financement et de garantie des exportations (SFGE) sont ceux du marché.

Question 129

En ce qui concerne la réponse à la question 153 du document WT/ACC/OMN/5, veuillez fournir une comparaison entre les prix internationaux et les prix des produits pétroliers livrés aux industries nationales pour les projets d'exportation et pour les autres projets.

Réponse

Il n'y a aucune différence dans le prix facturé aux industries nationales selon qu'elles exportent ou non.

Question 130

Selon la réponse à la question 160 du document WT/ACC/OMN/5, le gouvernement omanais n'offre pas aux exportateurs de subventions à l'exportation, d'exonérations fiscales, de prêts sans intérêt, etc. Or, selon les réponses aux questions 150 et 151 du même document, le SFGE de la Banque de développement d'Oman, dont 54 pour cent du capital appartient à l'Etat, offre aux exportateurs un financement à taux réduit, si certaines conditions relatives à la teneur en éléments d'origine locale sont remplies. Veuillez expliquer pourquoi le gouvernement considère que le financement à taux réduit consenti par le SFGE ne constitue pas une subvention au sens de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Réponse

Le SFGE fonctionne selon les mêmes modalités que les institutions analogues de certains pays développés tels que l'Allemagne, les Etats-Unis et le Royaume-Uni, qui n'offrent pas de subventions interdites.

Quant aux conditions relatives à la teneur en éléments d'origine locale, elles ont trait aux "coûts de la main-d'oeuvre, intérêts, amortissement, impôts et bénéfices nets" et non à l'"utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés" (article 3.1 b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires).

Pour les raisons précitées, nous ne considérons pas les mesures omanaises comme une subvention au sens de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises
- a) Politique industrielle, y compris politiques en matière de subventions

Question 131

Selon les réponses aux questions 4 à 6 du document WT/ACC/OMN/5, le cinquième Plan quinquennal prévoit le développement et la promotion de projets fondés sur le gaz naturel, des secteurs pétrolier et pétrochimique et des secteurs qui utilisent le gaz naturel comme principal intrant, qui cherchent à produire et exporter des ressources naturelles avec une valeur ajoutée, qui utilisent des produits industriels locaux des secteurs de l'agriculture, de la pêche et de la mine, qui produisent en vue de remplacer les importations, là où cela est économiquement faisable, et qui exportent des produits bénéficiant de la position stratégique du Sultanat. L'article 3 de l'Accord de l'OMC sur les subventions et les mesures compensatoires interdit les subventions subordonnées, en droit ou en fait, aux résultats à l'exportation ou au remplacement d'importations ou qui causent un préjudice grave aux intérêts des Membres de l'OMC. Veuillez indiquer toute subvention, au sens de l'article premier de l'Accord, prévue dans le cinquième Plan quinquennal afin de favoriser le développement de secteurs qui utilisent le gaz naturel comme principal intrant et toute subvention destinée à encourager les secteurs qui exportent ou produisent en vue de remplacer les importations.

Réponse

Il n'y a pas de subventions au sens de l'article premier de l'Accord sur les subventions pour les projets fondés sur le gaz naturel, les secteurs pétrolier et pétrochimique et les secteurs qui utilisent le gaz naturel comme principal intrant. Il n'y en a pas non plus pour les secteurs qui exportent ou produisent en vue de remplacer les importations.

Question 132

Selon la réponse à la question 6 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman a créé un fonds spécial (Fonds de capital risque) pour faciliter l'obtention du financement (en capital et en prêts bonifiés) nécessaire aux petites et moyennes entreprises. L'obtention d'un financement du Fonds de capital risque est-elle subordonnée à une quelconque condition en matière de résultats à l'exportation ou de teneur en éléments d'origine locale?

Réponse

Non, il n'y a aucune condition en matière de résultats à l'exportation ou de teneur en éléments d'origine locale.

Question 133

L'octroi de prêts à des projets industriels et touristiques privés, subordonné à des conditions en matière de teneur en éléments d'origine locale et de résultats à l'exportation, prévu dans la Décision ministérielle n° 49/91, est contraire aux dispositions de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Comment l'Oman compte-t-il modifier cette décision afin de la mettre en conformité avec l'Accord avant son accession?

Réponse

La Décision ministérielle en question n'est plus en vigueur; elle a été remplacée par le Décret royal n° 17/1997, aux termes duquel les prêts ne sont plus subordonnés à des résultats à l'exportation ni à une teneur en éléments d'origine locale.

Question 134

Comme la production et la distribution de pétrole sont contrôlées par l'Etat, la vente de pétrole à des prix inférieurs au marché constituerait une subvention indirecte. Les résultats à l'exportation ou la teneur en éléments d'origine locale entrent-ils en ligne de compte dans la fixation du prix du pétrole vendu aux industries nationales?

Réponse

Non.

Question 135

A propos des paragraphes 106 à 116 de l'Aide-mémoire, l'Oman a indiqué que l'un des principaux objectifs de sa politique industrielle était de "mettre en oeuvre, dans certaines industries, une politique de remplacement des importations". Il est préoccupant qu'une telle orientation puisse constituer un objectif, à plus forte raison un objectif principal d'une politique industrielle. Toutefois, en réponse à la question 158 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman déclare qu'"il n'existe pas de mesures spécifiques pour le remplacement des importations, et [qu']aucune industrie n'a été choisie dans ce domaine". Pourrait-il donner des explications sur cette réponse?

Réponse

La politique de remplacement des importations n'est qu'un objectif général de la politique économique. Le gouvernement omanais n'applique ni ne prévoit aucune mesure en faveur des secteurs qui produisent pour remplacer les importations.

- b) Règlements techniques et normes, y compris mesures prises à la frontière à l'égard des importations

Question 136

A propos de la réponse à la question 174 (voir aussi les questions 106 et 204) du document WT/ACC/OMN/5, les autorités omanaises comptent-elles adopter les normes en vigueur à l'échelle du Conseil de coopération du Golfe ou des normes nationales inspirées des normes internationales?

Réponse

Les normes du Golfe sont élaborées de façon concertée par tous les pays du Conseil; elles sont donc considérées comme des normes omanaises.

Lorsqu'il n'y a pas de normes pour les pays du Golfe, les autorités omanaises adoptent des normes nationales inspirées des normes internationales, sauf lorsque ces dernières sont jugées inadaptées en raison des conditions climatiques.

Certaines normes internationales sont adoptées telles quelles, sans modification, lorsqu'il n'y a pas de normes omanaises correspondantes, d'autres servent de référence principale, et d'autres encore sont jugées inadaptées pour des raisons particulières liées à la religion, au climat, à la culture, etc.

Question 137

Nous souhaiterions que l'Oman réponde avec plus de certitude à la question de savoir s'il sera en mesure d'appliquer l'Accord sur les obstacles techniques au commerce lors de son accession. Pourrait-il indiquer les mesures qu'il prend actuellement pour déterminer les modifications qui seront nécessaires?

Réponse

Comme il a été dit précédemment, l'Oman examine actuellement la conformité de son régime avec les dispositions de l'Accord OTC. Cette opération s'achèvera après que le Groupe de travail aura fini d'examiner le régime de commerce extérieur du pays, et notamment les lois, réglementations et procédures relatives aux normes. Lorsque ce sera fait, l'Oman saura clairement quelles mesures prendre.

Question 138

Selon la réponse à la question 179 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman étudie actuellement la compatibilité de son système de normes avec l'Accord OTC. Nous sommes préoccupés par la réponse à la question 177 du même document, dans laquelle l'Oman indique qu'il pourrait ne pas être en mesure d'appliquer intégralement l'Accord OTC d'ici à son accession. Où en est l'étude sur la compatibilité entre le régime des normes omanaises et les dispositions de l'Accord? Veuillez en remettre un exemplaire au Secrétariat pour examen par le Groupe de travail. Quelles sont les normes identifiées jusqu'à présent comme non conformes à l'Accord?

Réponse

Voir la réponse à la question 137. Les travaux se poursuivent et seront terminés après que le Groupe de travail aura fini d'examiner le régime de commerce extérieur du pays.

Question 139

Veuillez décrire intégralement toute différence entre les règles omanaises d'élaboration, d'adoption et d'application des normes et les dispositions du Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes figurant à l'annexe 3 de l'Accord OTC.

Réponse

Les procédures actuelles sont différentes, en tout ou en partie, des procédures énoncées aux paragraphes J, K, L, M et O de l'annexe 3 de l'Accord OTC.

Question 140

Selon la réponse à la question 183 du document WT/ACC/OMN/5, la Direction générale des spécifications et mesures (DGSM) se propose d'accorder un label de qualité omanaise qui indiquera que les fabricants garantissent la qualité et la sécurité de leurs produits et leur conformité aux normes omanaises. L'article III:4 du GATT dispose que les produits importés ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine

nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant leur vente sur le marché intérieur. Le label de qualité omanaise sera-t-il accordé aux produits importés selon les mêmes modalités et conditions qu'aux produits d'origine nationale?

Réponse

Les travaux concernant le label de qualité omanaise sont en cours. Ce label sera accordé aux produits d'origine nationale à condition que le fabricant respecte le plan de contrôle de la qualité et accepte des visites surprises dans ses usines par des représentants de la DGSM.

Durant ces visites, des échantillons seront prélevés pour vérifier si la qualité est conforme. Le fabricant prendra en charge le coût des visites préalables à l'agrément, des essais réalisés sur les échantillons et des visites surprises.

Les produits importés pourront bénéficier du label à condition que le fabricant étranger se soumette aux mêmes conditions, c'est-à-dire qu'il prenne en charge le coût des visites préalables à l'agrément, des essais réalisés sur les échantillons et des visites surprises.

Pour les produits importés, l'Oman accepte les résultats des essais et des évaluations de la conformité réalisés par des laboratoires agréés conformément aux Guides ISO/CEI 23 - Modes d'indication de la conformité aux normes dans les systèmes de certification par une tierce partie, ISO/CEI 28 - Règles générales pour un système type de certification des produits par une tierce partie et ISO/CEI 38 - Prescriptions générales pour l'acceptation des laboratoires d'essais.

c) Mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris les mesures prises à l'égard des importations

Question 141

Nous sommes préoccupés par l'application en Oman des normes du CCG pour l'étiquetage des aliments préemballés (GS-150/1993), notamment en ce qui concerne la durée de conservation. Nous ne sommes pas convaincus que ces normes soient fondées sur des principes scientifiques, comme le veut l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Nous jugeons particulièrement préoccupant le fait qu'un produit doit ne pas avoir dépassé la moitié de sa durée de conservation au moment de l'importation. Cette condition constitue un obstacle excessif à l'importation des oeufs en coquille, des aliments infantiles, des biscuits, de la soupe en conserve, du beurre d'arachide et de certains jus de fruit. Veuillez remettre au Secrétariat, pour examen par le Groupe de travail, un exemplaire traduit des études scientifiques, y compris les évaluations des risques, qui sont à la base de ces prescriptions.

Réponse

Les normes du CCG en matière de durée de conservation sont établies sur la base de références scientifiques, de recherches, d'études spéciales et des durées de conservation appliquées dans certains autres pays. Elles tiennent compte des modes de transport, d'entreposage et de manutention ainsi que des conditions climatiques nationales.

Les normes alimentaires ont principalement pour objet de préserver la santé publique en garantissant l'innocuité des aliments, et donc de protéger le consommateur. C'est pourquoi les normes omanaises obligatoires facilitent le commerce en empêchant les pratiques trompeuses, notamment en matière d'étiquetage et d'information sur la durée de conservation des aliments préparés. En outre, aucun produit alimentaire n'est admis s'il a dépassé, au moment de son arrivée au point d'entrée, la moitié de sa durée de conservation décomptée à partir de la date de fabrication (évaluation des risques

de l'importateur); le consommateur local est toutefois suffisamment informé pour préférer les produits ayant une date de fabrication récente.

Question 142

Veuillez décrire les procédures d'inspection imposées à des fins sanitaires et phytosanitaires pour les produits agricoles importés et les produits agricoles nationaux. Quel est l'organisme chargé de les appliquer? Un effort concerté est-il fait pour assurer l'équivalence des inspections pour les produits nationaux et les produits importés?

Réponse

Les produits agricoles importés sont examinés au port, à l'aéroport ou au bureau de douane de la frontière terrestre avant d'être dédouanés. L'inspection est effectuée par des inspecteurs du service de protection des cultures du Ministère de l'agriculture, qui prélèvent des échantillons au hasard et les examinent visuellement à l'aide d'une loupe simple. S'il faut un examen plus approfondi, les échantillons sont envoyés à un laboratoire d'essais.

Les animaux et produits animaux importés sont inspectés au port d'entrée, à l'aéroport ou au bureau de douane de la frontière terrestre par des inspecteurs de la section de quarantaine du Ministère de l'agriculture. Cette inspection a lieu également avant le dédouanement.

L'inspection des produits nationaux incombe aux municipalités de Mascate et du Dhofar et au Ministre des municipalités régionales (pour les autres régions). Les fonctionnaires des municipalités se rendent sur les marchés pour procéder à des vérifications surprises et prélever des échantillons à des fins d'essais.

e) Pratiques en matière de commerce d'Etat

Question 143

Selon la réponse à la question 33 du document WT/ACC/OMN/5, la production de pétrole brut et de gaz naturel et l'exportation de pétrole brut sont confiées à la Petroleum Development Oman (PDO), dont 60 pour cent du capital sont détenus par l'Etat et qui fait office d'opérateur au nom du gouvernement. Veuillez décrire les activités de la PDO sous forme de réponse au Questionnaire sur le commerce d'Etat.

Réponse

La réponse au Questionnaire sur le commerce d'Etat pour la PDO est jointe en tant qu'annexe 6.

Question 144

L'Oman Refinery Company (ORC), société commerciale à responsabilité limitée détenue à 100 pour cent par l'Etat, transforme le brut omanais en produits raffinés et exporte du résidu long (fuel oil). Veuillez décrire ses activités sous forme de réponse au Questionnaire sur le commerce d'Etat.

Réponse

La réponse au Questionnaire sur le commerce d'Etat pour l'ORC est jointe en tant qu'annexe 6.

Question 145

A propos du sujet traité aux paragraphes 119 et 120 de l'Aide-mémoire, dans les questions 209 à 217 du document WT/ACC/OMN/5 et dans le questionnaire du document WT/ACC/OMN/5/Add.2, nous souhaiterions avoir des précisions supplémentaires sur le rôle de l'Office public de commercialisation des produits agricoles (OPCPA) et de l'Office public des entrepôts et des réserves alimentaires. Dans ses réponses aux questions 209 et 214 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman a informé le Groupe de travail que l'OPCPA était en cours de privatisation. Dans sa réponse à la question 214, il a déclaré que "... l'Office est en cours de privatisation et son rôle dans l'imposition d'interdictions va disparaître". Pourrait-il confirmer qu'une fois l'OPCPA privatisé, il n'interdira plus l'importation de fruits et légumes au cours des périodes de surproduction? Pourrait-il aussi expliquer s'il considère que d'autres fonctions de l'OPCPA seront touchées par la privatisation et, dans l'affirmative, comment?

Réponse

L'Oman confirme qu'après son accession, il n'interdira plus l'importation de fruits et légumes et remplacera cette interdiction par des mesures conformes aux règles de l'OMC.

Comme l'OPCPA sera privatisé et qu'il n'exercera plus aucune fonction d'interdiction et n'aura plus de pouvoir concernant les taux de droit sur les fruits et légumes, ses fonctions seront celles de toute autre société privée.

Question 146

Nous constatons que l'OPCPA sera privatisé. Continuera-t-il de bénéficier de droits, privilèges ou pouvoirs légaux particuliers? Continuera-t-il à importer et à exporter des produits agricoles?

Réponse

Une fois privatisé, l'OPCPA cessera d'exister, et la nouvelle société sera une société privée au même titre que toute autre société omanaise. Elle ne bénéficiera d'aucun droit, privilège ou pouvoir légal particulier.

Question 147

Quand l'Oman compte-t-il achever la privatisation de l'OPCPA? Cela fait, la nouvelle entité conservera-t-elle l'un quelconque de ses droits et privilèges antérieurs?

Réponse

L'Oman espère pouvoir achever la privatisation de l'OPCPA avant d'accéder à l'OMC.

La nouvelle société ne conservera aucun des droits et privilèges antérieurs de l'OPCPA.

Question 148

Comment le gouvernement administre-t-il les contingents à l'importation de fruits et légumes fixés par l'OPCPA? L'importation de ces produits est-elle assujettie à une licence? Veuillez décrire de façon complète la procédure d'administration des licences d'importation.

Réponse

Comme l'indique la réponse à la question 93 du document WT/ACC/OMN/5, il n'y a pas de contingent d'importation pour les fruits et légumes. Certaines années, en cas de surproduction, l'importation de fruits et légumes est interdite. Après son accession, l'Oman n'interdira plus l'importation de fruits et légumes et ne prendra que des mesures compatibles avec les règles de l'OMC.

Question 149

Nous constatons que l'OPCPA a participé à la recommandation d'embargo concernant certains produits agricoles. Après sa privatisation, une autre organisation sera-t-elle autorisée à recommander de telles mesures?

Réponse

Non.

4. Politiques affectant le commerce extérieur des produits agricoles

Question 150

Dans sa réponse à la question 50 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman indique qu'il fera parvenir ultérieurement les renseignements demandés conformément au document WT/ACC/4. Il serait utile que ces renseignements soient fournis dès que possible.

Réponse

Les tableaux demandés conformément au document WT/ACC/4 seront distribués sous la cote WT/ACC/SPEC/OMN/2.

Question 151

En réponse à la question 29 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman décrit succinctement ses programmes de soutien à l'agriculture. Veuillez donner des précisions sur le mécanisme qu'il compte employer pour encourager le secteur privé à participer à la production, à la transformation, à la commercialisation et aux autres services touchant l'agriculture.

Réponse

La stratégie Oman - Horizon 2020 souligne le rôle important du secteur privé dans toutes les activités économiques et préconise de l'aider à être au centre de la croissance économique.

Le gouvernement a pris plusieurs mesures pour renforcer le secteur privé et l'encourager à investir dans le secteur agricole. Ces mesures sont les suivantes:

- privatisations:
 - transfert au secteur privé de tous les services agricoles, y compris la fourniture d'intrants;
 - transfert au secteur privé de deux usines de dattes.

En conséquence, la privatisation de certains biens publics se déroule de façon harmonieuse afin de stimuler et de renforcer le rôle du secteur privé et d'améliorer le fonctionnement du secteur agricole.

- réalisation d'études de faisabilité technique et économique pour l'agro-industrie, la production de volaille, la transformation des dattes et d'autres projets destinés à aider le secteur privé à prendre des décisions d'investissement.

Le Ministère de l'agriculture et de la pêche offre en outre des services de conseil au secteur privé pour tous les aspects techniques de l'agro-industrie et l'aide à résoudre tous les problèmes de production et d'exploitation.

- édification d'une infrastructure moderne pour la recherche et la vulgarisation agricoles, éléments indispensables au secteur privé pour lui permettre d'investir dans la production, la transformation et la commercialisation agricoles;
- sensibilisation du secteur privé à la qualité des produits agricoles.

Comme on peut le constater, les mesures précitées relèvent de la catégorie verte.

Question 152

A propos des paragraphes 141 et 142 de l'Aide-mémoire et des réponses aux questions du document WT/ACC/OMN/5, nous constatons qu'il n'y a pas de subventions en faveur des secteurs de la pêche et de l'élevage (question 50), des "exploitants agricoles" (question 249) ni d'"aucun produit agricole" (question 251). L'Oman pourrait-il donc expliquer en détail l'"aide légère destinée à encourager [les exploitants] à adopter des innovations en matière de pratiques culturales" (question 249)?

Réponse

Cette aide porte sur les innovations suivantes: introduction de nouvelles variétés de semences, utilisation de variétés végétales améliorées et emploi d'engrais et de produits chimiques. On sélectionne quelques exploitants dans chaque zone et on leur fournit de nouveaux types de semences, on leur présente les variétés végétales améliorées et on les encourage à employer des engrais et des produits chimiques. Ceux qui acceptent ces innovations reçoivent gratuitement les semences, engrais, etc. Leur exploitation sert de ferme-pilote pour les autres exploitants, qui peuvent être tentés d'adopter à leur tour ces innovations. Toutefois, ces derniers ne reçoivent pas de semences ni d'engrais gratuits.

V. REGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIETE INTELLECTUELLE

1. Généralités

Question 153

La protection des droits de propriété intellectuelle sur les marques de fabrique ou de commerce est actuellement régie par la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, et celle des droits de brevet est envisagée dans le Régime des brevets unifié du CCG. L'Oman pourrait-il fournir un exemplaire de ces lois en anglais, accompagné de la loi transposant le Régime des brevets unifié, si elle existe?

Réponse

Des exemplaires de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et de la Loi sur le droit d'auteur ont déjà été remis au Secrétariat de l'OMC (document WT/ACC/OMN/3). Un exemplaire du Régime des brevets unifié peut être consulté au Secrétariat (Division des accessions, bureau 1126).

L'Oman publiera une loi sur les brevets établie sur la base du Régime des brevets unifié.

Question 154

A propos de la réponse à la question 255 du document WT/ACC/OMN/5, l'Oman compte-t-il appliquer les dispositions des Conventions de Berne, Paris et Rome? Dans quelle mesure? Quand?

Réponse

L'Oman appliquera toutes les dispositions des Conventions de Berne, Paris et Rome qui doivent l'être en vertu de l'Accord sur les ADPIC. Il les appliquera d'ici à la fin de la période de transition. Il adhèrera prochainement aux Conventions de Paris et de Berne.

Question 155

Quels sont les lois et règlements qui seront "promulgués en temps utile" (réponse à la question 257 du document WT/ACC/OMN/5)?

Réponse

Les lois et règlements touchant aux dessins et modèles industriels, aux indications géographiques, aux schémas de configuration de circuits intégrés et à la protection des renseignements non divulgués ainsi que les lois et règlements d'application.

Question 156

Veillez décrire les principales caractéristiques des lois, règlements et procédures mis en place pour assurer la compatibilité avec les articles 42 à 61 de l'Accord sur les ADPIC.

Réponse

Ces lois, règlements et procédures n'ont pas encore été élaborés. Ils le seront durant la période transitoire de cinq ans dont l'Oman aura besoin pour mettre en oeuvre l'Accord sur les ADPIC.

2. Normes fondamentales de protection

a) Droit d'auteur et droits connexes

Question 157

Nous constatons que la Loi sur le droit d'auteur a été promulguée (réponses aux questions 262 et 263 du document WT/ACC/OMN/5). L'Oman pourrait-il indiquer les domaines dans lesquels des droits de location sont accordés et leurs conditions?

Réponse

La Loi sur le droit d'auteur n'a pas de disposition détaillée sur les droits de location qui soit conforme à l'article 11 de l'Accord sur les ADPIC. Elle pourra être modifiée pour être mise en conformité avec cet accord.

Elle a toutefois une disposition générale sur ce sujet, à savoir l'article 11.

Question 158

Quelles sont les conditions de protection des interprètes et producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, à part la durée de la protection? Veuillez expliquer.

Réponse

Aucune condition particulière ne figure dans la Loi sur le droit d'auteur.

Question 159

Veuillez décrire le point d'attache pour les oeuvres étrangères.

Réponse

Nous demandons des éclaircissements sur cette question pour pouvoir y répondre.

Question 160

Comment le gouvernement omanais compte-t-il modifier le Décret royal pour porter à 50 ans la durée de la protection des oeuvres protégées par le droit d'auteur et détenues par des entités juridiques (éditeurs de livres ou de logiciels, sociétés de production cinématographique et autres personnes morales)?

Réponse

Quand le gouvernement procédera à un réexamen complet de la Loi sur le droit d'auteur et la modifiera pour la mettre en conformité avec l'Accord sur les ADPIC, il portera à 50 ans la période de protection pour les entités juridiques en modifiant son article 8.

b) Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de services

Question 161

Comment l'Oman compte-t-il protéger les marques notoirement connues?

Réponse

En modifiant l'article 2 de la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce, après consultation avec des experts de l'OMPI.

Question 162

Comment le gouvernement compte-t-il protéger les marques notoirement connues, qu'elles aient ou non été enregistrées en Oman?

Réponse

Voir la réponse à la question 161.

Question 163

Comment le gouvernement compte-t-il offrir aux propriétaires de marques notoirement connues non enregistrées des voies de recours contre l'utilisation illicite ou la contrefaçon de ces marques? Pourront-ils s'opposer à l'enregistrement d'une marque similaire prêtant à confusion ou le faire radier?

Réponse

L'Oman consultera l'OMPI et le Secrétariat de l'OMC afin de déterminer les modifications à apporter à la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce pour offrir des voies de recours. Cette loi sera ensuite modifiée.

c) Indications géographiques, y compris appellations d'origine

Question 164

Veuillez décrire dans les grandes lignes le futur régime de protection des indications géographiques.

Réponse

L'Oman élaborera une loi conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. A cette fin, il sollicite l'assistance technique de l'OMPI et des Membres de l'OMC.

e) Brevets

Question 165

Comment l'Oman compte-t-il offrir une protection au moyen de brevets pour les produits pharmaceutiques, les produits chimiques agricoles et les autres inventions?

Réponse

L'Oman offrira une protection au moyen de brevets pour les produits pharmaceutiques, les produits chimiques agricoles et les autres inventions conformément à l'article 2 du Régime des brevets du CCG.

Question 166

Le Ministère omanais de la santé réprime-t-il la copie non autorisée de produits pharmaceutiques brevetés à l'étranger?

Réponse

L'Oman se conformera aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC.

Question 167

Veuillez remettre un exemplaire des lois d'application du Régime des brevets unifié du CCG.

Réponse

Ces lois sont en cours d'élaboration par le Secrétariat du CCG.

Question 168

Veuillez indiquer le calendrier d'application du Régime des brevets unifié du CCG.

Réponse

Les pays membres du CCG sont en train de prendre une décision à ce sujet.

Question 169

Au sujet de la réponse à la question 301 du document WT/ACC/OMN/5, quelle est la définition de l'"intérêt public" (dans les cas où le gouvernement autorise l'un de ses organismes à exploiter un brevet)? Quels sont les critères appliqués pour déterminer l'"indemnité appropriée"?

Réponse

Ces questions seront examinées par le Comité des brevets du CCG.

f) Protection des variétés végétales

Question 170

Qu'entendez-vous par "en temps utile" à propos de l'adoption de lois et règlements pour assurer la protection des variétés végétales (réponse à la question 305 du document WT/ACC/OMN/5)?

Réponse

Avant la fin de la période transitoire.

g) Schémas de configuration de circuits intégrés

Question 171

L'Oman compte-t-il promulguer une loi sur la protection des schémas de configuration de circuits intégrés?

Réponse

Oui, avant la fin de la période transitoire.

- h) Prescriptions concernant les renseignements non divulgués, y compris les secrets de fabrication et les résultats d'essais

Question 172

Comment l'Oman compte-t-il se conformer à l'article 39 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse

En adoptant des dispositions légales à cette fin.

3. Mesures visant à empêcher l'usage abusif de droits de propriété intellectuelle

Question 173

Veillez décrire succinctement les procédures judiciaires normales (réponse à la question 11 du document WT/ACC/OMN/6) applicables aux questions de propriété intellectuelle à cet égard.

Réponse

Comme il est indiqué aux paragraphes 160 et 161 de l'Aide-mémoire, la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce et la Loi sur le droit d'auteur prévoient des peines de prison et des amendes en cas de violation de leurs dispositions.

Les procédures normales sont les suivantes: soit la police a connaissance d'une infraction, ouvre un dossier, procède à une enquête et saisit un tribunal, soit un plaignant signale l'infraction à la police ou adresse une requête au tribunal.

Le tribunal saisi, composé d'un seul juge, entend le plaignant et le défendeur, leur demande de présenter par écrit leur thèse et leurs arguments, entend les arguments et les réfutations des avocats des parties, enregistre les déclarations des témoins et prononce, à l'issue de la procédure, un jugement détaillé et motivé qui est enregistré par écrit et dont des copies sont remises aux parties.

Les parties peuvent faire appel de la décision du juge auprès de la chambre d'appel du tribunal. La décision de la chambre d'appel est définitive.

Question 174

Existe-t-il des mesures spéciales à la frontière pour les marchandises pirates portant atteinte au droit d'auteur, comme le prévoit l'article 51 de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse

Il n'existe pas encore de mesures à la frontière, mais il y en aura dans la nouvelle législation sur la protection de la propriété intellectuelle.

4. Moyens de faire respecter les droits

Question 175

A la suite de la réponse à la question 11 du document WT/ACC/OMN/6, le gouvernement omanais pourrait-il expliquer en détail le fonctionnement de son système judiciaire dans le domaine de la protection des droits de propriété intellectuelle?

Réponse

Voir la réponse à la question 173.

Question 176

Il est dit que le respect des droits de propriété intellectuelle est assuré, au niveau judiciaire et administratif civil, par les "procédures judiciaires normales". Le gouvernement pourrait-il expliquer en détail ce que sont ces procédures?

Réponse

Voir la réponse à la question 173.

Question 177

Les milieux concernés par les DPI se sont dits préoccupés par le fait que, comme les pays voisins du Golfe font respecter de façon plus stricte les DPI, l'Oman constitue de plus en plus un pays refuge pour le piratage de ces droits. Veuillez décrire en détail les moyens employés par l'Oman pour faire respecter ses lois sur les DPI.

Réponse

Voir la réponse à la question 173. L'Oman est un ferme partisan de la protection des droits de propriété intellectuelle et de la répression des infractions, conformément aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Il est faux de dire qu'il devient un pays refuge pour le piratage de ces droits.

VI. REGIME COMMERCIAL DES SERVICES

1. Généralités

Question 178

Où en est la réponse à fournir conformément au document WT/ACC/5? Quand l'Oman la remettra-t-il au Secrétariat de l'OMC pour examen par le Groupe de travail?

Réponse

La réponse à fournir conformément au document WT/ACC/5 sera remise ultérieurement.

Question 179

La création ou l'exploitation de sociétés ou institutions financières étrangères (banques, agents de change, fonds fiduciaires, sociétés d'assurance) est-elle soumise à des restrictions juridiques?

Réponse

La présence commerciale de banques ou de sociétés financières étrangères en Oman n'est soumise à aucune restriction juridique, à condition que la procédure imposée par la Banque centrale et la Bourse de Mascate soit respectée.

Les nouvelles sociétés d'assurance doivent être constituées sous forme de société par actions avec une participation omanaise d'au moins 51 pour cent.

Question 180

La participation étrangère aux institutions financières nationales (banques, agents de change, fonds fiduciaires, sociétés d'assurance) est-elle soumise à des restrictions?

Réponse

Non.

Question 181

Les banques et les sociétés d'assurance étrangères sont-elles limitées quant au financement de leurs activités commerciales?

Réponse

Il n'y a pas de distinction entre les banques étrangères et nationales ni de lois distinctes applicables aux banques et sociétés de financement étrangères (sauf en ce qui concerne la limite de 49 pour cent pour la participation étrangère).

Aucune limite n'est imposée aux banques étrangères quant au financement de leurs activités commerciales dans le cas de l'octroi de crédits. En fait, les banques étrangères sont clairement avantagées puisque leurs limites en matière de prêt dépendent de leurs fonds propres, qui sont beaucoup plus élevés que ceux des banques nationales.

Question 182

Les agents de change étrangers peuvent-ils exercer des activités de courtage, de négoce et de souscription au même titre que les agents de change nationaux?

Réponse

Oui, à condition qu'ils soient agréés par la Bourse de Mascate.

Question 183

Les sociétés étrangères peuvent-elles obtenir des sièges de bourse?

Réponse

Oui, si ce sont des coentreprises ayant des partenaires omanais.

Question 184

Y a-t-il des obstacles à l'introduction d'instruments financiers nouveaux?

Réponse

Non.

Question 185

Dans quelle mesure les sociétés étrangères peuvent-elles participer aux fonds fiduciaires?

Réponse

Jusqu'à concurrence de 49 pour cent.

Question 186

Les institutions financières étrangères sont-elles autorisées à gérer l'actif des caisses de retraites ou d'autres fonds institutionnels?

Réponse

Oui, si elles sont agréées par la Bourse de Mascate.

Question 187

Y a-t-il des limites aux investissements de portefeuille étrangers en actions ou obligations omanaises?

Réponse

Les investissements étrangers en obligations ne sont pas limités. Les étrangers peuvent acheter des actions de sociétés omanaises si le règlement de la société le permet.

2. Politiques affectant le commerce des services
- c) Qualifications requises et procédures de qualification

Question 188

Les exemples donnés au paragraphe 173 de l'Aide-mémoire au sujet de la reconnaissance de la qualification des fournisseurs de services étrangers (médecins, ingénieurs, comptables) constituent-ils une liste indicative ou exhaustive? Dans ce dernier cas, veuillez expliquer comment les autres fournisseurs de services professionnels étrangers (tels que les juristes ou les architectes) peuvent être reconnus conformément à l'article 19 de la Loi sur le travail. Quels sont les services qui ne peuvent être fournis que par des professionnels ou des sociétés agréés ou enregistrés? Quelles sont les conditions à remplir par les étrangers pour être agréés ou enregistrés?

Réponse

Les exemples ne sont donnés qu'à titre indicatif. Pour les autres professions, la condition exigée par la Loi sur le travail est un diplôme ou un titre délivré par un établissement reconnu.

- d) Monopoles ou fournisseurs exclusifs de services

Question 189

A propos du point 2 de l'alinéa 25 iv) et du paragraphe 174 de l'Aide-mémoire, quel est le calendrier envisagé pour la privatisation des services de télécommunications, de télévision et de radio et des services postaux? Est-il prévu de procéder à une privatisation complète sans aucune limite concernant la participation étrangère?

Réponse

Le secteur des télécommunications pourrait être privatisé d'ici à la fin du cinquième Plan quinquennal (1996-2000). Une privatisation de 15 pour cent de l'Organisation générale des télécommunications est envisagée.

Selon certaines indications, les services postaux pourraient être privatisés après l'an 2000.

Il n'existe encore aucun plan de privatisation des services de télévision et de radio.

Quant à la participation étrangère, voir la réponse à la question 10 du document WT/ACC/OMN/5.

- h) Marchés publics

Question 190

Veillez décrire concrètement la marge de préférence accordée aux sociétés omanaises et aux sociétés des pays du CCG lors de l'évaluation des offres. L'Oman compte-t-il la supprimer?

Réponse

Voir la réponse à la question 235 du document WT/ACC/OMN/5.

L'Oman ne supprimera pas cette marge.

- i) Aides, primes, subventions, incitations fiscales ou programmes de promotion

Question 191

Est-il exact de dire que l'Oman n'offre aucune aide, prime, subvention, incitation fiscale ou mesure de promotion influant sur le commerce des services?

Réponse

Oui.

3. Accès au marché et traitement national
- c) Limitations concernant le nombre total d'opérations de service ou la quantité totale de services produits

Question 192

Pour quelles raisons la Banque centrale limite-t-elle le nombre de succursales qu'une banque étrangère peut exploiter en Oman? Veuillez donner des précisions sur cette restriction. L'Oman compte-t-il la supprimer?

Réponse

Voir la réponse à la question 44 du document WT/ACC/OMN/6.

Comme on peut le constater, il n'y a pas de limite particulière pour les banques étrangères, qui bénéficient du même traitement que les banques nationales.

- d) Limitations concernant le nombre total de personnes physiques qui peuvent être employées dans un secteur de services particulier

Question 193

Le pourcentage d'indigénisation fixé pour certains secteurs de services (paragraphe 184 de l'Aide-mémoire) est contraire à l'attitude libérale revendiquée par l'Oman en ce qui concerne les mouvements de personnes physiques (paragraphe 165 de l'Aide-mémoire). Veuillez expliquer en détail et pour les différents secteurs les formalités à remplir pour obtenir un permis de travail.

Réponse

Voir les réponses aux questions 49, 50 et 58 du document WT/ACC/OMN/6.

- f) Limitations concernant la participation de capital étranger

Question 194

La Loi sur l'investissement étranger dispose que les fournisseurs de services étrangers qui établissent une présence commerciale en Oman doivent constituer des coentreprises avec des partenaires omanais. En outre, les investisseurs étrangers ne peuvent détenir plus de 49 pour cent du capital d'une entreprise dont le capital est d'au moins 150 000 rials omani (390 000 dollars EU) ou 65 pour cent avec l'assentiment du Ministre du commerce et de l'industrie sur recommandation du Comité des investissements étrangers. Les investisseurs étrangers peuvent détenir la totalité du capital d'une entreprise si ce capital dépasse 500 000 rials omani (1,3 million de dollars EU) et si l'entreprise contribue au développement de l'économie nationale. Dans les secteurs de services où des engagements en matière d'accès aux marchés sont contractés, l'article XVI de l'AGCS interdit les limitations concernant la participation de capital étranger, exprimées sous forme d'une limite maximale en pourcentage de la détention d'actions par des étrangers, ou concernant la valeur totale d'investissements étrangers particuliers ou des investissements étrangers globaux. Comment l'Oman compte-t-il modifier sa Loi sur l'investissement étranger pour mettre en conformité avec les prescriptions de l'AGCS ses engagements en matière d'accès aux marchés des services?

Réponse

A notre sens, l'article XVI de l'AGCS autorise les Membres à inscrire sur leur Liste d'engagements spécifiques des limitations concernant l'accès aux marchés. Nous croyons savoir que de nombreux pays Membres de l'OMC l'ont fait.

Question 195

Seuls les ressortissants omanais peuvent être enregistrés comme propriétaires exclusifs pour la fourniture de services. Dans les secteurs de services où des engagements en matière d'accès aux marchés sont contractés, l'article XVII de l'AGCS dispose que les fournisseurs de services étrangers bénéficieront d'un traitement non moins favorable que les fournisseurs de services nationaux. Comment l'Oman compte-t-il accorder le traitement national aux propriétaires exclusifs étrangers pour la fourniture de services?

Réponse

A notre sens, l'article XVII de l'AGCS autorise les Membres à inscrire sur leur Liste d'engagements spécifiques des limitations concernant le traitement national. Nous croyons savoir que de nombreux pays Membres de l'OMC l'ont fait.

Question 196

Pour quelles raisons l'Oman impose-t-il une participation d'au moins 33 pour cent du partenaire omanais dans le domaine de la comptabilité? Existe-t-il des restrictions en matière de nationalité dans d'autres secteurs de services?

Réponse

La raison est d'offrir aux sociétés et ressortissants omanais une participation raisonnable à la croissance de l'économie nationale. Des pourcentages analogues existent pour d'autres services professionnels.

Question 197

La Loi sur la possession de propriétés foncières par des sociétés étrangères a été modifiée. Elle permet maintenant aux sociétés anonymes comptant 49 pour cent de capitaux étrangers d'acquérir des terrains à des fins commerciales. Dans les secteurs de services où des engagements en matière d'accès aux marchés sont contractés, comment l'Oman compte-t-il appliquer cette loi de façon à accorder le traitement national aux fournisseurs de services étrangers, y compris ceux qui ne sont pas des sociétés anonymes comptant 49 pour cent de capitaux étrangers?

Réponse

L'Oman inscrira sur sa Liste d'engagements spécifiques une limitation au traitement national compatible avec sa loi.

g) Mesures prévoyant moins que le traitement national

Question 198

Selon la réponse à la question 125 du document WT/ACC/OMN/5, les taux de l'impôt sur les bénéfices applicables aux sociétés à participation étrangère sont supérieurs au taux applicable aux sociétés sans participation étrangère. Il y a aussi un taux spécial applicable aux "sociétés anonymes publiques" dont 51 pour cent du capital est détenu par des personnes physiques ou morales omanaises et qui ont offert au moins 40 pour cent de leurs actions en souscription publique. L'article XVII de l'AGCS dispose que les Membres accorderont aux services et fournisseurs de services de tout autre Membre, en ce qui concerne toutes les mesures affectant la fourniture de services, un traitement non moins favorable que celui qu'ils accordent à leurs propres services et fournisseurs. L'article XVI e) interdit les mesures qui restreignent ou prescrivent des types spécifiques d'entité juridique ou de coentreprise par l'intermédiaire desquels un fournisseur de services peut fournir un service. Comment l'Oman compte-t-il modifier son barème discriminatoire d'impôt sur les bénéfices pour le mettre en conformité avec les dispositions de l'article XVII de l'AGCS relatives au traitement national?

Réponse

Voir les réponses aux questions 194 et 195 ci-dessus.

Question 199

Comment l'Oman compte-t-il modifier ses dispositions fiscales spéciales applicables aux "sociétés anonymes publiques" pour les mettre en conformité avec les dispositions de l'article XVI e) de l'AGCS?

Réponse

Voir la réponse à la question 194 ci-dessus.

VII. BASE INSTITUTIONNELLE DES RELATIONS COMMERCIALES ET ECONOMIQUES AVEC LES PAYS TIERS

2. Accords d'intégration économique, d'union douanière et de libre-échange

Question 200

Nous souhaiterions mieux comprendre l'incidence du CCG sur la politique commerciale omanaise à l'égard des pays tiers. L'Oman pourrait-il donner des détails à ce sujet?

Réponse

L'Accord d'union économique entre les pays du CCG a institué une zone de libre-échange, qui a pour objet de faciliter le commerce entre les pays du CCG et non de créer des obstacles au commerce avec les pays tiers.

Le CCG n'a eu aucune incidence sur la politique commerciale omanaise à l'égard des pays tiers, qui repose sur le principe de la non-discrimination et du traitement NPF. L'Oman entretient des relations commerciales normales avec ces pays.

Les pays du CCG cherchent à mettre en place un tarif extérieur commun; les négociations à ce sujet se poursuivent.

ANNEXE 6

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU COMMERCE D'ETAT

Aucune société omanaise appartenant aux secteurs du pétrole et du gaz ne répond à la définition du commerce d'Etat donnée à l'annexe 6 et indiquée dans la note en bas de page comme étant celle du "Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994". Les renseignements sont néanmoins fournis comme demandé, sans préjudice du fait qu'il n'y a actuellement pas de commerce d'Etat dans ces secteurs.

I. ENUMERATION DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ETAT

La production et l'exportation de pétrole brut et de résidu long sont confiées respectivement à la Petroleum Development Oman (PDO) et à l'Oman Refinery Company (ORC), qui agissent pour le compte de l'Etat.

Quarante pour cent du pétrole brut produit par la PDO sont achetés par les actionnaires privés de la PDO et exportés par cette dernière pour le compte de l'Etat. Les 60 pour cent restants sont vendus en partie comme "rachat" aux actionnaires privés de la PDO et en partie directement à d'autres acheteurs pour le compte de l'Etat.

Toutes les ventes de pétrole brut omanais se font aux prix de vente fixés par l'Etat.

L'ORC, en revanche, exporte du résidu long pour le compte de l'Etat aux prix du marché. Les autres produits raffinés tels que l'essence (ordinaire et super), le carburéacteur, le kérosène et le gazole sont vendus sur le marché intérieur aux prix fixés par l'Etat. L'ORC a toutefois le droit d'importer et de vendre sur le marché intérieur des produits aux prix fixés par l'Etat durant les périodes de fermeture des raffineries pour travaux d'entretien.

Malgré ces conditions, la PDO et l'ORC ne répondent ni l'une ni l'autre à la définition du commerce d'Etat car elles n'ont aucun droit ni privilège exclusif ou spécial qui leur permette d'influer, par leurs achats ou leurs ventes, sur le niveau ou l'orientation des exportations.

II. MOTIF ET OBJET DE LA CREATION DE LA PDO ET DE L'ORC

L'Accord de concession, daté du 7 mars 1967, confère à la PDO des droits et obligations liés à la mise en oeuvre de tous les projets, opérations et activités ayant un rapport direct ou indirect avec l'exploration, la mise en valeur, l'extraction, le transport, le stockage et la livraison de pétrole ou de produits pétroliers à l'Etat.

L'ORC a été créée comme Société omanaise à responsabilité limitée en 1982, par le Décret royal n° 7/82. Elle a pour objet de répondre à la demande intérieure de produits pétroliers raffinés.

L'ORC est chargée d'obtenir de l'Etat le pétrole brut nécessaire à la production de produits raffinés en quantité suffisante pour répondre à la demande intérieure. Elle s'occupe aussi de vendre des produits raffinés aux sociétés qui les distribuent aux consommateurs. En conséquence, l'importation de produits pétroliers est interdite. L'ORC peut toutefois passer outre cette interdiction durant les périodes de fermeture pour travaux d'entretien, afin de répondre à la demande intérieure.

L'objectif demeure le même, et il n'est pas prévu pour l'instant de lever l'interdiction d'importer ces produits puisque l'ORC a été créée pour des motifs essentiellement stratégiques. Toutefois, les prix intérieurs des produits pétroliers sont fixés par l'Etat.

III. DESCRIPTION DU FONCTIONNEMENT DE LA PDO ET DE L'ORC

La PDO telle qu'elle existe actuellement jouit d'une concession pour l'exploration et la production de pétrole brut. Elle fait également fonction d'opérateur pour le compte de l'Etat en ce qui concerne la production et la fourniture de gaz naturel dans le pays. Elle exporte en outre du pétrole brut pour le compte de l'Etat.

Outre la PDO, d'autres compagnies pétrolières étrangères ont des concessions en Oman pour l'exploration et l'exploitation du pétrole brut et du gaz naturel sur une base de récupération des coûts. Elles sont autorisées à exporter chaque année l'équivalent en pétrole du montant convenu de la récupération.

En raison du niveau des investissements nécessaires pour l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz, il n'y a actuellement aucun négociant privé dans ces secteurs.

L'ORC est une société à responsabilité limitée appartenant entièrement à l'Etat omanais. Elle est chargée de transformer le brut omanais en produits raffinés pour répondre à la demande intérieure. Elle exporte toutefois le résidu long (fuel oil) qui résulte du raffinage.

En tant que pays producteur de pétrole, l'Oman tire une grande partie de ses revenus du pétrole. A cet égard, l'économie joue sans doute un rôle dans la fixation du niveau de production, compte tenu du niveau des réserves et, dans le cadre d'une bonne gestion des champs pétrolifères, de la viabilité à long terme de la production.

Le niveau de production et d'exportation des produits raffinés est déterminé par la demande intérieure. Les produits en excédent (fuel oil) sont exportés. Les prix à l'exportation sont déterminés par le marché international.

Toutes les exportations ont lieu dans le cadre de contrats annuels entre l'Etat (fournisseur) et les acheteurs.

IV. RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

Année	IMPORTATIONS Essence (Essence automobile 97)		IMPORTATIONS Gazole		EXPORTATIONS Pétrole brut		EXPORTATIONS Résidu long	
	Barils	Dollars EU	Barils	Dollars EU	Barils	Dollars EU	Barils	Dollars EU
1994	137 729	2 957 534	1 617	44 845	270 498 690	4 109 226 311	8 981 736	120 029 680
1995	635 124	1 898 159	526 251	9 063 614	284 627 434	4 652 542 012	6 359 761	94 605 756
1996	33 093	9 331 894	189 085	5 494 851	296 188 823	5 766 641 161	7 043 058	122 849 227

V. RAISONS DE L'ABSENCE EVENTUELLE DE COMMERCE AVEC L'ETRANGER POUR
LES PRODUITS EN CAUSE

Sans objet.

VI. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Néant.